

Ali Bongo sous pression, l'UE met en doute sa victoire au Gabon

@rib News, 07/09/2016 â€“ Source Reuters RÃ©Ã©lu Ã la tÃªte du Gabon, Ali Bongo (photo) concentre l'attention internationale. Une mission de l'Union europÃ©enne questionne la validitÃ© de sa victoire tandis que l'Union africaine a annoncÃ© son intention d'envoyer une dÃ©lÃ©gation pour aider Ã rÃ©soudre la crise dans le pays. Le prÃ©sident sortant et son opposant Jean Ping revendiquent en effet tous deux la victoire Ã l'Ã©lection prÃ©sidentielle du 27 aoÃ»t.

Le Premier ministre franÃ§ais, Manuel Valls, a estimÃ© mardi qu'il serait sage d'organiser un nouveau dÃ©compte et a en outre demandÃ© Ã Libreville de retrouver une quinzaine de ressortissants franÃ§ais dont Paris est sans nouvelle. Le chef de file de l'opposition Jean Ping, qui juge la victoire "volÃ©e", a appelÃ©, lui, "la communautÃ© internationale Ã aider le peuple gabonais". "Tout le monde connaÃ®t le rÃ©sultat et tout le monde sait que Bongo fait tout pour ne pas l'accepter", a-t-il dit Ã Reuters. Selon Jean Ping, la participation dans la province du Haut-OgoouÃ©, dans le sud-est du pays, a Ã©tÃ© gonflÃ©e pour assurer la victoire d'Ali Bongo, dont la famille dirige le pays depuis prÃ>s de cinquante ans. Les rÃ©sultats officiels publiÃ©s mercredi ont donnÃ© Ã ce dernier une trÃ>s courte victoire, de quelque 5.000 voix, le reconduisant pour un nouveau mandat de sept ans. Puis des Ã©meutes ont Ã©clatÃ©, faisant six morts, selon un bilan officiel. Jean Ping estime que 50 Ã 100 personnes ont trouvÃ© la mort depuis la semaine derniÃ¨re, un bilan qui n'a pour l'heure pas pu Ãªtre vÃ©rifiÃ© de maniÃ¨re indÃ©pendante. MalgrÃ© les appels Ã la grÃ¨ve gÃ©nÃ©rale, le calme semble prÃ©valoir Ã Libreville oÃ¹ les commerces ont rouvert et les fonctionnaires regagnÃ© leur poste de travail. TOUTES LES MÃ©DIATIONS Les observateurs concentrent leurs regards sur la province du Haut-OgoouÃ©, bastion Ã©lectoral d'Ali Bongo, oÃ¹ les chiffres officiels comptabilisent 95,46% de votes en sa faveur, et une participation de 99,9%. La mission d'observation de l'Union europÃ©enne rapporte que le nombre de non-votants et de bulletins blancs ou invalides ne correspond pas Ã la participation annoncÃ©e dans cette rÃ©gion, ajoutant qu'elle est ailleurs dans le pays d'environ 48%. "L'intÃ©gritÃ© des rÃ©sultats provisoires de cette province est en consÃ©quence mise en cause", a dÃ©clarÃ© Mariya Gabriel, chef de la mission de l'UE, annonÃ§ant ces anomalies. Le gouvernement a refusÃ© de commenter ces annonces avant mercredi, a dit un porte-parole. L'Union africaine (UA) s'est proposÃ©e mardi pour une mÃ©diation. "C'est une question urgente et je pense que la dÃ©lÃ©gation de haut niveau sera envoyÃ©e trÃ>s bientÃ´t", a dÃ©clarÃ© Jacob Enoch Eben, porte-parole de l'UA. Le prÃ©sident tchadien, Idriss DÃ©by, qui assure actuellement la prÃ©sidence de l'UA, dirigera les discussions, a ajoutÃ© le porte-parole. "Nous acceptons toutes les mÃ©diations parce que nous voulons que la dÃ©mocratie et la paix triomphent", a dÃ©clarÃ© Jean Ping Ã la chaÃªne de tÃ©lÃ©vision France 24. La dÃ©lÃ©gation de l'UA doit arriver jeudi, a dÃ©clarÃ© en outre l'ancien diplomate et prÃ©sident de la Commission de l'Union africaine. Jean Ping dit n'avoir aucune confiance dans la cour constitutionnelle susceptible de recevoir les appels contestant le scrutin. La jugeant trop proche d'Ali Bongo, il rÃ©clame un nouveau dÃ©compte effectuÃ© sous supervision internationale avant tout appel. Les autoritÃ©s gabonaises refusent pour l'instant de recompter les bulletins de vote comme le suggÃ©rent les autoritÃ©s occidentales et comme l'exige l'opposition. Elles ont Ã©galement refusÃ© de publier des rÃ©sultats plus dÃ©taillÃ©s, dÃ©clenchant la dÃ©mission du ministre de la Justice. Jusqu'Ã 1.100 personnes ont Ã©tÃ© interpellÃ©es pendant les troubles de la semaine derniÃ¨re, selon le ministÃ¨re gabonais de l'IntÃ©rieur, la plupart ont Ã©tÃ© libÃ©rÃ©es depuis. Les Nations unies suivent la situation au Gabon avec une "inquiÃ©tude croissante", a dit mardi le porte-parole en matiÃ¨re de droits de l'homme de l'organisation, Ravina Shamdasani.